



Projet  
soutenu par



MISSION DE RECHERCHE  
**Droit & Justice**

# **LES ADOLESCENTS FACE AUX IMAGES VIOLENTES, SEXUELLES ET HAINEUSES : STRATEGIES, VULNERABILITES, REMEDIATIONS.**

## **Comprendre le rôle des images dans la construction identitaire et les vulnérabilités de certains jeunes**

**SYNTHESE DU RAPPORT FINAL**

Janvier 2018

Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice, de la Fondation de France, La ligue de l'enseignement, l'UNAF et les CEMEA (pour le CIEME).

Rédactrice du rapport : **Sophie JEHEL**

Maîtresse de conférences en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris 8 Saint-Denis, chercheure au CEMTI, Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation, EA 3388.

## Synthèse du rapport de recherche.

**Sophie Jehel, *Les adolescents face aux images violentes, sexuelles et haineuses : stratégies, vulnérabilités, remédiations. Comprendre le rôle des images dans la construction identitaire et les vulnérabilités de certains jeunes* (2 vol.)**

Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice, de la Fondation de France, La ligue de l'enseignement, l'UNAF et les CEMEA (pour le CIEME).

Rédactrice du rapport : Sophie JEHEL ([sophie.jehel@univ-paris8.fr](mailto:sophie.jehel@univ-paris8.fr)), Maîtresse de conférences en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris 8 Saint-Denis, Chercheur au CEMTI, Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation, EA 3388, avec le soutien de Patricia ATTIGUI Professeur de Psychopathologie et de Psychologie clinique, Université Lumière Lyon 2, Laboratoire CRPPC EA 653.

L'hypothèse globale de ce projet était que certains jeunes sont particulièrement fragiles face au contenu des images violentes, sexuelles et haineuses (VSH), qu'ils ont des difficultés à s'en distancier, alors que ces images peuvent nourrir une représentation du monde très éloignée des valeurs de la société globale. Ces difficultés peuvent, aux côtés d'autres sources de vulnérabilité, immaturité par l'âge ou du fait de fragilités psychiques, déficience de l'"insight" et de la représentation de soi, carences de la régulation familiale des conduites du jeune, violences subies par le jeune (sexuelles notamment), consommation de psychotropes, engendrer des consommations intensives, perturber les repères des adolescents, voire favoriser des formes de dépersonnalisation, qui font obstacle à la sensibilité et facilitent des comportements inspirés des images, et peuvent favoriser le passage à l'acte délinquant.

La clinique indique que ces difficultés sont aggravées par des défauts de symbolisation, qui se manifestent notamment dans les difficultés rencontrées face à l'écrit (dyslexie, illettrisme) et aux autres formes de symbolisation. Notre seconde hypothèse est donc celle d'une vulnérabilité de certains adolescents dans le rapport aux images, en particulier aux images violentes, sexuelles et haineuses, et dans la capacité à s'en distancier, induite par les défauts de symbolisation (notamment la maîtrise de l'écrit). Pour tester ces deux hypothèses, nous avons étudié les modalités de consommation des images violentes, sexuelles et haineuses, leur intensité, voire les formes de dépendance à leur égard, la place de ces images dans leur culture médiatique, les stratégies de distanciation ou les attitudes d'évitement.

Notre troisième hypothèse était celle du potentiel éducatif que représente le travail d'élaboration avec les adolescents autour des images, des émotions qu'elles suscitent, et des contradictions entre les discours qui soutiennent certaines images et les normes de la société globale. Cette dernière hypothèse a été testée dans le cadre d'ateliers organisés avec des enseignants, des parents et adolescents.

Pour tester l'ensemble de ces hypothèses, nous souhaitions disposer d'un échantillon socialement et scolairement diversifié, d'adolescents entre 15 et 18 ans, intégrant des jeunes délinquants pour étudier une éventuelle spécificité dans leur rapport à ces images et des jeunes fragiles suivis par l'aide sociale à l'enfance. Nous avons donc construit un échantillon de 91 jeunes (46 filles et 45 garçons), structuré en trois groupes. Un tiers (25) recrutés dans des milieux favorisés, fréquentant

deux établissements de niveau scolaire moyen et excellent en Ile de France, constituant le groupe 1; un tiers (33) recrutés dans des milieux populaires, fréquentant des filières générales, technologiques ou professionnelles en Ile de France dans deux lycées généraux et un lycée professionnel constituant le groupe 2 ; un tiers (33), constituant le groupe 3, composé de jeunes délinquants suivis par différentes structures de la PJJ (groupe 3A) et de jeunes en grande difficulté suivis par l'aide sociale à l'enfance (groupe 3B), recrutés dans différentes régions. Nous avons pu organiser, entre 2015 et 2016, dans chaque établissement (à l'exception des établissements de la PJJ pour lesquels l'organisation était plus délicate) des entretiens collectifs (11 au total) et des entretiens individuels avec chacun des participants. Durant la seconde phase de l'enquête (2016-2017), nous avons pu mettre en place 15 ateliers avec des adolescents (100 au total). Ces entretiens et ces ateliers ont été conduits en présence d'un-e psychologue clinicien-ne et d'un-e étudiant-e. Nous avons pu également obtenir des entretiens avec 30 professionnels de ces différents établissements et 30 entretiens avec des parents de milieux sociaux diversifiés correspondant au profil socio-culturel des adolescents. Nous avons ensuite monté 2 ateliers avec des parents et 7 avec des professionnels, principalement dans des structures de la PJJ.

Avant d'analyser le rapport que les adolescents construisent avec des images VSH, nous avons cherché à contextualiser celui-ci dans leur culture médiatique globale. Des différences sont apparues entre les trois groupes, mais la plupart des adolescents de notre échantillon partageaient des pans de leur culture médiatique dominée par les *blockbusters* états-uniens : films d'action, films de science-fiction, voire certaines dystopies. Vis-à-vis de la télévision, leurs pratiques sont contrastées mais certaines séries, les dessins animés humoristiques traversent les barrières sociales. Les jeux vidéo les plus vendus (comme *GTA V*, *Call of Duty*, *Clash of Clans*) ont été pratiqués par la plupart des garçons et une partie des filles. Les adolescents des trois groupes circulent sur les mêmes plateformes, YouTube, Facebook, Snapchat, Instagram. Leurs pratiques sont différenciées sur YouTube même si la plupart connaissent les « chaînes » d'humoristes, comme Norman, Cyprien, Natoo, et que les filles déclarent regarder des tutoriels de mode ou de maquillage. Loin d'une homogénéité des références, les entretiens ont montré une polarisation des pratiques médiatiques dans chaque groupe et ces caractéristiques construisent des conditions différenciées de rencontre avec les images VSH.

La culture médiatique du groupe 1 est marquée par un goût pour l'écrit et la médiatisation des savoirs, un certain éloignement des médias audiovisuels, même si ce n'est pas le cas de tous (notamment dans l'établissement 2). Les choix s'expriment aussi bien positivement parce qu'on va consulter volontairement, les séries essentiellement d'origine nord-américaine, jugées classantes, qui les rapprochent des goûts des cadres, une culture cinématographique éclectique, qui n'est pas entièrement centrée sur les *blockbusters*, à l'incitation des parents, et par les contenus qui sont évités, émissions de télé-réalité, films d'horreur notamment. La perspective des études supérieures et la stimulation intellectuelle des parents construisent un rapport aux médias d'information fait de curiosité et d'ouverture à l'information internationale. Le rapport à internet et les publications qu'on peut faire sur les RSN sont l'objet d'une attention particulière. Ils peuvent exprimer leur recherche d'une identité numérique valorisante, dans un contexte de fort contrôle social et de fort contrôle de soi. Les deux établissements présentaient cependant des différences sur ce point : dans le 1<sup>er</sup> établissement les

jeunes étaient capables de discuter longuement de leurs stratégies, faites de présence et de « nonchalance », en travaillant le champ (la présence numérique) et le hors-champ (on pourrait dire l'absence numérique), maximisant la conscience de l'image que les publications peuvent projeter de soi ; dans le second établissement, les jeunes développaient une relation plus confiante et décontractée à leur public et faisaient primer le partage d'une représentation de soi sociable, « cool ».

La culture médiatique du groupe 2 se caractérise par des pratiques communes aux milieux populaires, la télévision reste très présente même si les pratiques plus individuées sur les téléphones portables, le téléchargement de séries, le visionnage de vidéos sur YouTube viennent s'ajouter à elle et tendent à la supplanter. Le rapport des jeunes à l'information est ambivalent, marqué par une méfiance à l'égard des médias, en même temps qu'une curiosité sur le monde auquel les médias donnent accès, tournée sur des sphères culturelles variées peu rencontrées dans le groupe 1, Corée, Turquie, Maroc. Cette curiosité se double parfois d'une certaine naïveté dans la confiance faite à des programmes de divertissement, qui peut coexister avec des discours péremptaires sur la mauvaise qualité de l'information. Sur les RSN, l'ambivalence est à son comble. Les pratiques semblent principalement de consultation, surtout sur Facebook, le niveau d'anxiété sur les risques liés à une mauvaise réputation est très élevé, du moins pour les filles. Pourtant la plupart cumulent les comptes sur les différents RSN, se réfugiant depuis peu sur Snapchat qui leur semble assurer une plus grande discrétion.

Le groupe 3 a des pratiques proches de celles du groupe 2, tournées vers la télévision, les programmes de télé-réalité, les séries grand public, la musique hip hop et le rap. Mais ils semblent avoir un rapport plus intense avec les programmes audiovisuels et les chansons de rap, comme si la recherche de ressources identificatoires était pour eux plus vitale, du fait de repères familiaux plus déficients. Les jeunes délinquants cultivent davantage les contenus qui peuvent étayer des identités de toute puissance et de marginalité, à travers des films de gangsters, ou des chansons de rap orientées vers les univers de la drogue, des trafics, des gangs. Sur les RSN les comportements sont plus clivés encore que dans le groupe 2, particulièrement pour les jeunes délinquants. Ils alternent entre des moments d'activité très intenses, avec des réseaux d'une ampleur impressionnante, destinés avant tout à faire des rencontres et à diffuser une image dans leur quartier, et des moments de retrait absolu, comme si on pouvait dénier à ces réseaux tout rôle social.

Dans tous les groupes, les jeunes abordent internet à partir de leurs propres sujets d'intérêt, et en profitent pour creuser des pistes qui correspondent à des formes de recherche de soi (dans le graphisme, la présentation de soi, la connaissance scientifique, la découverte de cultures différentes de la leur...). Mais ils manifestent tous des niveaux d'inquiétude élevés vis-à-vis des conséquences de leurs publications sur les réseaux sociaux. Chacun l'aborde avec les ressources qui lui sont propres. Le groupe 1 développe les principes d'une stratégie nourrie d'une forte réflexivité pour maîtriser la « carte d'identité » que les RSN donnent de soi et rationaliser les peurs, mais qui peut aussi dériver vers des pratiques de « stalking », moquerie qui peut virer à des formes de harcèlement. Le groupe 2 développe une attitude plus souvent méfiante vis-à-vis des RSN, tout en restant très attirés par le modèle de communication visuelle et intensive, notamment à travers Snapchat. Le groupe 3 semble plus démuné et adopte des attitudes particulièrement clivées.

L'analyse précise faite avec les jeunes, en particulier dans les entretiens individuels, de leur ressenti face à des images VSH auxquelles ils avaient été confrontés pendant leur enfance ou leur adolescence, a fait émerger un nuancier très varié d'émotions. Les adolescents ne sont pas insensibles aux images, et quand ils le sont au moment de l'entretien, c'est souvent parce qu'ils le sont devenus, à force d'être confrontés à un environnement réel ou médiatique qui les a surexposés. Selon les milieux sociaux, selon le caractère plus ou moins sécure de leur environnement, selon l'attention parentale à la violence des images ou à leur degré de sexualisation, les adolescents ont le souvenir d'images qui les ont choqués ou qui leur ont fait honte et qui émanent de contenus plus ou moins anodins ou au contraire considérés comme particulièrement inadaptés aux plus jeunes selon les classifications officielles. L'analyse de ces émotions a permis de montrer que les angoisses liées aux images médiatiques sont des alertes liées à des processus endogènes et exogènes, ou à des angoisses liées à des événements parallèles qui leur ont été associés. Les adolescents du groupe 1 ont été la plupart du temps préservés des images violentes, et sont restés de ce fait sensibles à des images moins violentes que ceux du groupe 2. Les adolescents du groupe 3 en particulier les jeunes suivis par la PJJ ont généralement peu de souvenirs d'expérience médiatique choquante ou n'ont pas souhaité en parler.

Les adolescents ont tous été confrontés récemment à des images VSH. Il peut s'agir d'images qu'ils vont chercher sur des sites spécialisés, auxquels ils peuvent être plus ou moins préparés, mais ce sont aussi des images qui apparaissent sur leurs fils d'actualité, ou sur les comptes qu'ils consultent sur les différents RSN. Facebook, Instagram ont été particulièrement cités. L'ampleur de l'envahissement par les vidéos VSH est corrélée aux réseaux de contact, à l'absence de tri des « amis ». Les adolescents suivis par la PJJ semblent les plus exposés à ces images qu'ils recherchent particulièrement. Les adolescents du groupe 2 cliquent plus volontiers sur des vidéos violentes, alors que certains se sont déclarés plus éloignés des images sexuelles, en invoquant un interdit religieux pesant sur le sexuel.

Le choc culturel entre des normes opposées écartèle particulièrement les jeunes qui se revendiquent de la religion musulmane, entre un environnement hypersexualisé et un interdit majeur sur le sexuel en particulier pour les filles (et les homosexuels), nous l'avons observé particulièrement dans le groupe 2, et de façon moins systématique dans le groupe 3. Nous avons été amenés à développer la question du choc culturel en ce qu'il peut constituer un terreau pour l'adhésion à des formes de répression très violentes contre les filles, et à des formes paradoxales d'intégrisme, du fait même de la proximité des images sexualisées et qui semblent défier toute normativité.

Les images des attentats, en France ou dans le monde, ont pu créer un effet de sidération pendant plusieurs jours pour ceux qui les ont regardées. Les images VSH peuvent faire effraction pour certains jeunes, qu'il s'agisse de films d'horreur, d'images sexuelles ou de vidéos de crime ou de propagande, nous avons pu l'observer dans tous les groupes. Même s'ils ont été davantage protégés dans leur enfance vis-à-vis de ces images, certains adolescents du groupe 1 présentent également des signes de vulnérabilité aux images.

Les adolescents qui sont les plus exposés aux images VSH développent une forme d'habitude, et ne les trouvent plus si choquantes. Tel est le cas particulièrement de ceux qui y ont été confrontés depuis l'enfance, ou qui ont pris l'habitude de voir des films d'horreur ou de cliquer sur toutes les vidéos qui leur sont proposées sur leur fil d'actualité. Les plus exposés sont souvent en grande difficulté pour élaborer une analyse de ces images. Certains, particulièrement parmi les jeunes suivis par la PJJ, vont rechercher sur internet des images qui font écho à des violences vues ou subies dans leur environnement proche. Les images médiatiques sont alors perçues comme moins violentes ou moins choquantes que la réalité, mais le caractère répétitif de leur visionnage semble marqué d'une certaine compulsivité qui signalerait des formes de trauma. Dans d'autres cas, des adolescents s'exposent volontairement à ces images pour s'endurcir, se familiariser au spectacle de la mort ou accéder à une « face cachée du monde ».

Les RSN apparaissent pour l'ensemble des adolescents comme un environnement doublement menaçant : pour les images qui y circulent qui peuvent exposer à des situations de violences, de haine, ou de crudité sexuelle qui ne sont pas recherchées par celui qui les reçoit, mais aussi pour les publications qui peuvent les concerner et les mettre en danger. Des publications qui leur semblaient favorables peuvent déclencher des commentaires haineux et « détruire » une réputation. Des publications republiées en les détachant de leur contexte d'origine peuvent transformer des preuves d'amitié en sources d'humiliation plus ou moins cuisantes. La surveillance panoptique que permettent les réseaux, favorise les petites trahisons et la « peur de soi ».

Nous avons construit une typologie des stratégies développées par les adolescents face aux images VSH, en distinguant quatre attitudes : l'adhésion aux images, l'indifférence, l'évitement, l'autonomie. L'adhésion aux images consiste à regarder sans pouvoir s'en empêcher, voire rechercher ces images en s'abonnant à des groupes ou en allant sur des sites, voire prendre plaisir à ces visionnages. La dimension de curiosité et de fascination de la violence l'emporte sur les émotions contradictoires que procurent ces images. Il n'est pas certain qu'on puisse vraiment la qualifier de stratégie, cela dépend. La plupart se décrivent comme emportés par une pulsion de voir, mais d'autres argumentent, ils regardent pour s'endurcir, pour ne plus avoir peur de se battre, pour apprendre la réalité cachée par les autres médias. L'adhésion aux images est sans doute un risque majeur, dont de nombreux adolescents ont pu témoigner. Le fait d'être capté par une image, d'entrer dedans ou de risquer d'être obsédé ensuite par des images envahissantes. L'adhésion aux images pornographiques par les garçons est courante, l'expérience venant le cas échéant leur apprendre à faire la différence entre les normes pornographiques et la sexualité telle qu'elle peut être vécue avec des partenaires du même âge. L'attitude d'adhésion aux images a été observée dans tous les groupes, elle est particulièrement répandue dans le groupe 3 des jeunes délinquants et des jeunes en difficulté. Pour ces jeunes, la valorisation de l'action violente est renforcée par sa banalisation dans l'environnement quotidien, et par l'imaginaire médiatique violent qu'ils se constituent à travers des contenus liés à l'imaginaire des gangs et de la mafia, et des publications sur les RSN. L'accessibilité des images ultra-violentes facilite la constitution d'expériences visuelles qui viennent renforcer l'insensibilité aux violences et aux victimes, et l'ivresse de la violence. Les psychologues de l'équipe ont pu noter



l'importance des psychopathies sous-jacentes dans les comportements d'adhésion : Il apparaît que dans un certain nombre de cas, qui n'ont pu être approfondis du fait du format des entretiens, l'adhésion aux images et l'enivrement des images violentes voire ultra-violentes est corrélée à des états de grande fragilité psychique.

La seconde stratégie est celle de l'indifférence. A force de voir des vidéos VSH, ils peuvent aussi déclarer y être devenus complètement indifférents. Face à un flux d'images violentes ou sexuelles qu'ils ne peuvent pas vraiment stopper, la seule solution qu'ils ont trouvée est de glisser rapidement le long du fil d'actualité, sans les commenter. Cette indifférence n'est pas non plus à proprement parler une stratégie réfléchie, elle est nourrie par un sentiment d'impuissance et par une peur diffuse d'intervenir et de subir des rétorsions au cas où ils s'opposeraient aux messages VSH, fut-ce en les signalant. Cette attitude manifeste aussi une forme de perte des repères dans la mesure où elle peut être liée au sentiment que tout est permis sur les plateformes numériques et à une forme d'insécurité généralisée. C'est néanmoins une attitude moins fréquente que les autres, dans les trois groupes.

La troisième attitude identifiée est celle de l'évitement. Elle est bien plus stratégique et volontariste que les deux autres. L'adhésion aux images relève en effet, comme l'indifférence, de comportements plus ou moins subis. Nous avons souhaité différencier deux formes d'évitement, selon leur motivation : un constat issu de l'expérience ou un discours dogmatique. L'évitement peut être sélectif, certains adolescents ont expliqué éviter les images trop sanguinolentes, les images d'attentats parce qu'ils ne veulent pas être confrontés à l'horreur. Éviter de voir peut conduire à des formes de contrôle du regard complexes : certains adolescents ont expliqué pouvoir regarder un film entouré d'images sexuelles sur les sites de téléchargement, mais en contrôlant leur regard, ils disaient réussir à ne plus les voir parce que leurs yeux les évitent. L'évitement peut prendre des formes plus systématiques : éviter toute image d'info parce que c'est démoralisant ; éviter toute image sexuelle, parce que c'est interdit. Il s'agit d'une stratégie, qui s'est avérée prégnante dans le groupe 2, qui était aussi présente dans le groupe 3, mais totalement absente du groupe 1. Le dégoût ou la peur peuvent aussi contaminer toute proximité avec les RSN et conduire à se déconnecter de tout compte social, voire de tout l'internet. Il s'agissait alors plus souvent de décisions prises par des adolescents du groupe 3 A suite à des mésaventures avec la justice.

La quatrième attitude est celle de l'autonomie. C'est celle qui manifeste la plus grande maîtrise dans le rapport aux images. Nous l'avons définie comme la capacité de penser, de choisir ses contenus, de voir ou de ne pas voir de contenus VSH, de discriminer selon leur nature (information ou jeu), et de pouvoir l'évaluer en tant que représentation. L'autonomie n'est jamais complète, nous avons pu en détecter des éléments dans le discours des adolescents. Elle manifeste une capacité d'émancipation, elle peut avoir trois dimensions : technologique, interprétative et cognitive, mais c'est principalement l'idée de recul critique, de capacité de réflexivité et de cohérence qui a été scrutée. De façon contre-intuitive, des adolescents en ont fait preuve dans chaque groupe, et elle n'est pas l'apanage du groupe le mieux doté en capital culturel et scolaire (groupe 1). L'écrit est apparu comme une protection dans tous les groupes et comme un appui des démarches autonomes : soit par la lecture des commentaires voire des articles liés à des images, qui permettent de les contextualiser, ou de compléter leur niveau

d'information, soit par la recherche d'explications écrites sur les images. Les adolescents qui sont capables d'intervenir face aux images en signalant une vidéo, en refusant de voir des vidéos exhibant des crimes sont capables d'une forme d'autonomie essentielle pour circuler sur les RSN. Ils sont très minoritaires. Les adolescents qui ont été protégés pendant leur enfance vis-à-vis des images violentes, sexuelles et haineuses, ou dont les parents de façon plus large ont limité les consommations médiatiques sont souvent plus capables de démarches que nous avons qualifiées d'autonomes. Les relations avec l'entourage et la possibilité de développer des conversations sur les contenus médiatiques avec les parents ou les frères et sœurs se sont révélés être un facteur d'autonomie important. La distinction entre le régime d'image informationnel et le régime fictionnel est apparue en revanche insuffisante pour construire des démarches autonomes. Elle représente certes une première étape qui construit une forme de distanciation et de verbalisation vis-à-vis des représentations médiatiques. Mais elle constitue une forme de distance très fragile quand il s'agit de jeux ou de films dont le graphisme est très réaliste et a souvent pour corolaire la mise entre parenthèses des significations véhiculées par les images.

Nous avons cependant observé une prédominance de certaines stratégies selon les groupes. Dans le groupe 1 c'est une stratégie d'autonomie par intellectualisation qui prévaut. Les émotions subjectives restent généralement tues, mais dominées par une argumentation plus ou moins développée et leur relativisation par l'analyse du contexte des images. La mise en retrait de la subjectivité les conduit néanmoins à ne pas s'engager dans des processus de régulation ou de signalement. C'est dans le groupe 2 et dans le groupe 3B que nous avons rencontré des adolescents ayant signalé des vidéos contraires aux normes légales, manifestant une forme d'autonomie plus active et solidaire. Dans le groupe 2, c'est une stratégie d'évitement intégriste qui prédomine, c'est-à-dire un évitement (déclaré) de toute image à référence sexuelle, au nom d'un principe religieux. Cela a été majoritairement le fait de jeunes se réclamant de l'islam. Dans le groupe 3 c'est l'adhésion aux images VSH qui est l'attitude la plus répandue. Les images VSH sont recherchées pour leur potentiel excitant, autant qu'elles peuvent entraîner les adolescents dans des phénomènes de sidération. Pour des raisons qui tiennent aussi aux carences affectives, à la faiblesse de la médiation parentale, les adolescents qui ont développé cette attitude face aux images VSH ont les plus grandes difficultés à les analyser et à verbaliser les émotions qu'elles suscitent.

Nous avons été amenés à observer une simultanéité entre l'interdit du sexuel dans l'évitement intégriste et une propension à l'adhésion aux images violentes. Nous faisons l'hypothèse d'une corrélation entre les deux. Nous avons observé un paradoxe entre le discours intégriste vis-à-vis des images sexuelles (pour les filles, et vis-à-vis de l'homosexualité) se prévalant d'un interdit religieux, et la présence que les mêmes adolescents n'ont pas niée d'un environnement hypersexualisé. Nous sommes de ce fait amenés à formuler une hypothèse nouvelle sur un choc culturel vécu par les jeunes qui se revendiquent de la religion musulmane et qui s'appuient souvent sur des normes éloignées de la société globale. Ce choc existe pour tous les adolescents, au sens d'un écartèlement entre les normes de parité et de pacification des mœurs (interdiction des violences sexuelles, et des violences intrafamiliales) et un univers numérique dérégulé, facilitant l'accès à des représentations sexuelles qui



s'y opposent et facilitant la montée en agressivité des échanges. Pour les jeunes musulmans, qui revendiquent une posture stricte d'interdit du sexuel avant le mariage, cet écartèlement est encore plus grand et constitue un terreau pour l'adhésion à des formes de répression très violentes contre les filles, et les comportements non hétéronormés.

Les ateliers nous ont permis de confronter des adolescents des trois groupes aux premiers résultats de l'enquête, et à des images à analyser. Nous leur avons également demandé de travailler en équipe pour définir des pistes d'actions à mener pour améliorer les conditions d'accompagnement des jeunes. Ces séances de travail se sont révélées riches d'enseignement pour nous, nous permettant parfois de compléter nos appréciations sur les modalités de réception des images, nous avons pu également dresser une liste de propositions émanant des adolescents.

Dans les groupes 1 et 2, les adolescents ont pu développer une analyse critique des émissions de télé-réalité ainsi que des émissions d'enquête policière qui donnent souvent (pour ceux qui les regardent) une vision faussée de la police, mais aussi des jeunes des quartiers sensibles. Les adolescents étaient conscients de l'impact de ces émissions dans le renforcement des stéréotypes négatifs sur ces quartiers mais aussi de l'anxiété qu'elles entretenaient auprès des publics qui sont les plus éloignés de ces réalités. Par rapport aux émissions de télé-réalité, le dispositif de discussion collective rendait ceux qui les avaient fréquentées capables de recul sur leurs propres expériences et de critiques quant à leur impact sur les plus jeunes. Dans le groupe 2, la critique pouvait prendre des formes très généralisantes visant les médias ou les journalistes dans leur ensemble, sans distinction.

Les solutions proposées dans le groupe 1 ont été très nombreuses et diversifiées. Elles ont visé :

- le renforcement des contrôles sur les systèmes de classification des jeux et l'extension des classifications aux sites internet
- le renforcement de la régulation des plateformes, avec des espoirs placés dans de nouvelles techniques de filtrage, mais aussi des demandes de sanction quant aux propos les plus dégradants ;
- le rôle de l'école dans la prévention des conduites risquées et sur le fonctionnement des plateformes dès le primaire, dans le développement d'analyses des contenus stéréotypés, comme dans l'organisation de consultations, collectives ou individuelles, régulières pour s'informer et débattre des risques numériques ;
- la participation des jeunes eux-mêmes à la prévention, par la désignation d'ambassadeurs issus de lycées qui pourraient expliquer aux collégiens les bonnes pratiques en évitant les propos trop dramatisants ;
- l'information et la sensibilisation des parents.

Dans le groupe 2, les adolescents ont été particulièrement prolixes sur la nécessité de renforcer les interdictions, de retarder l'âge des équipements et de l'ouverture des comptes sur les RSN. Le rôle des

pouvoirs publics, de l'école, et surtout des parents ont été largement convoqués.

La palette des solutions proposées dans le groupe 3 a été plus réduite. Ces adolescents connaissant généralement de grandes difficultés pour structurer leurs propres conduites, ont été moins à l'aise pour proposer des solutions pour les plus jeunes. Parmi les solutions nouvelles, des mineurs suivis par l'ASE ont conseillé de proposer davantage de petits dessins animés pour aider les enfants et diffuser des messages de prévention.

Les entretiens conduits avec les parents, ainsi que les ateliers que nous avons pu organiser en fin de recherche, nous ont aidés à comprendre les difficultés des adolescents selon leur groupe social d'appartenance, car elles sont différentes. Ils nous ont en effet confirmé la grande différence d'appréciation portée par les parents sur les pratiques numériques des adolescents et les difficultés qu'elles leur posent, selon leurs milieux sociaux. Les parents des milieux populaires ne situent certes pas internet comme le premier de leur souci. Ils sont bien plus inquiets généralement de la réussite scolaire de leurs enfants. Mais lorsqu'on évoque la question des pratiques numériques et des médiations qu'ils mettent en place vis-à-vis d'internet, des inquiétudes majeures se font voir. Leur moindre aisance professionnelle dans la pratique des TIC a de lourdes conséquences sur leurs aptitudes à accompagner leurs enfants sur internet. Ils ont du mal à trouver des logiciels efficaces pour éviter les images inappropriées. Ils constatent que les adolescents voire les préadolescents peuvent avoir accès à des images sexuelles très crues et ont le sentiment d'être débordés. Les parents de milieux favorisés, en particulier les cadres, se sentent beaucoup plus confiants dans les capacités de leurs enfants de gérer correctement leurs usages numériques, même si parfois des inquiétudes se font jour quant à des consommations excessives de jeu vidéo.

Selon leurs milieux sociaux, les parents ne mettent pas en place les mêmes médiations. Les parents de milieux populaires ont tendance à privilégier une médiation directe, en étant « amis » avec leurs enfants sur Facebook, voire en leur demandant les codes de leurs comptes pour pouvoir exercer un contrôle direct sur leurs publications. Ce type de médiation connaît des limites dans la mesure où les adolescents pour échapper à cette intrusion parentale, alors que leurs démarches numériques relèvent de processus d'autonomisation vis-à-vis de la sphère familiale, créent d'autres comptes, ou se réfugient sur des plateformes accessibles seulement sur le smartphone où les prises de risque peuvent être plus grandes. Les parents de milieux favorisés privilégient au contraire une médiation fondée sur la distanciation vis-à-vis des médias, retardant l'accès au smartphone comme à la télévision, en limitant la durée des consommations, délivrant des informations générales sur les plateformes numériques, valorisant des activités non médiatiques, artistiques ou sportives, et favorisant dès la petite enfance une forte stimulation intellectuelle. Ce faisant ils peuvent rester davantage ignorants des confrontations réelles de leurs adolescents à des images violentes, sexuelles ou haineuses, mais ceux-ci, y sont également moins exposés. Quels que soient les milieux sociaux, les parents semblent peu conscients de la situation des filles sur les plateformes numériques et des attaques spécifiques qu'elles y subissent. Dans les milieux populaires, la réaction des parents va dans le même sens que celle que nous avons pu observer chez les adolescents des mêmes milieux, en ayant tendance à rendre les filles responsables des agressions dont elles peuvent être l'objet, sans prise de conscience de la responsabilité spécifique

de ceux qui publient des images intimes qui ont pu leur être confiées.

Sur les pistes éducatives envisagées les parents se rejoignent. Ils sont tous d'accord pour dire que le rôle des parents est décisif dans l'éducation des jeunes dans toutes leurs activités, numériques ou non. Dans les milieux populaires les parents sont demandeurs de davantage d'information et de sensibilisation. Ils se sentent bouleversés par les transformations de la circulation de l'information par les RSN et par les sites internet. L'accès des plus jeunes à la pornographie leur paraît particulièrement difficile à endiguer. Ils en appellent tous au développement d'une éducation au numérique, au fonctionnement des plateformes et aux usages responsables. Ils ont l'impression que cette éducation devrait commencer tôt, dès l'école primaire, et qu'elle est encore très insuffisante. Certains parents, responsables associatifs, souhaiteraient que soit mises en place des cellules de crise dans les établissements de l'éducation nationale, pour favoriser la circulation de l'information entre les parents et l'administration afin de réagir plus efficacement en cas de mises en danger de jeunes sur les RSN.

L'expérience qu'ils font de la dérégulation sur internet, par rapport au régime qui prévaut sur les médias audiovisuels les rend souvent pessimistes sur la possibilité d'une régulation publique, comme s'ils s'étaient résignés à ce qu'ils perçoivent comme une démission des pouvoirs publics. Ils sont la plupart du temps peu informés du droit et des initiatives publiques visant à une plus grande régulation des plateformes. La médiatisation des faits divers par les médias grand public explique sans doute leur meilleure connaissance des dérapages et des risques que des règles et des débats sur la protection des données personnelles par exemple. Ils semblent sous-informés des dispositifs existants d'éducation aux pratiques numériques et à la recherche d'information.

Les enseignants et éducateurs des groupes 2 et 3 ont observé un certain niveau de tension entre filles et garçons. Ils en attribuent partiellement la cause à la fréquentation d'images pornographiques qui viennent exacerber une image très négative des filles et imposent une séparation entre les filles qui ont des conduites sexualisées, de ce fait méprisées, et celles qui se tiendraient éloignées de la sexualité. Ce clivage nous semble tout à fait en phase avec les propos tenus par un certain nombre de jeunes, lors des entretiens dans les établissements de ces groupes. Les enseignants dont la famille est d'origine maghrébine ou africaine considèrent qu'une partie des difficultés de certains jeunes vient d'un écartèlement des normes de références entre les normes du pays d'origine qui peuvent être valorisées (ou non) dans la famille des adolescents voire rigidifiées par les adolescents dans des postures de contestation, et les normes véhiculées par les médias, qu'ils parviennent difficilement à articuler aux normes de la société globale dans laquelle ils vivent.

Dans les trois groupes, les enseignants reconnaissent que le traitement des questions relatives à la sexualité et à l'homosexualité peut leur poser problème, ce qui les incite à chercher des discours qui préservent la pudeur des adolescents, mais qui puissent aussi répondre aux difficultés qu'ils ont identifiées (notamment en termes de vulnérabilité des filles et des homosexuels). La nature de ces difficultés varie entre un sentiment de gêne, la peur d'une intrusion dans leur intimité (groupe 1), et une difficulté à capter l'attention des jeunes, du fait du recours à un interdit sur le sexuel (groupe 2) dans les séances de travail collectif. Dans tous les groupes, des enseignants, même si c'est loin d'être le cas de tous, se sont rendu compte de la diffusion de discours violents, haineux, ou à connotation complotiste.

Dans tous les groupes, un sentiment de malaise a pu être observé par des enseignants du côté de jeunes musulmans après les attentats de janvier 2015. Mais la nature des réactions décrites a été très différente selon le contexte. Des enseignants des groupes 1 et 2 ont évoqué le sentiment de mise en danger de jeunes du fait d'un discours médiatique qu'ils percevaient comme hostile. Dans le groupe 3, les professionnels ont pu entendre des discours très provocateurs, se réjouissant des attentats, sans toujours savoir comment y faire face.

Les éducateurs et enseignants qui interviennent dans le cadre de la PJJ constatent des difficultés particulières pour ces publics adolescents sur internet. L'imprégnation de violences et d'images pornographiques leur semble dérégler les modalités même du refoulement, surtout dans le contexte de la détention. Le rapport qu'ils entretiennent avec les émissions de télé-réalité leur semble de nature à les conforter dans des idéaux de luxe, de relations de domination sur les filles, de farniente, et de normalisation de cet idéal. Ils sont frappés de l'absence de distance vis-à-vis des contenus médiatiques les plus excitants (action, violence) et de leur réception le plus souvent au premier degré. Certains ont mis également en cause la pratique intensive et pulsionnelle des jeux vidéo et leur absence de verbalisation. Ces difficultés sont particulièrement aggravées pour les jeunes détenus du fait de leurs capacités d'expression, à l'écrit voire à l'oral, plus limitées et d'une concentration moindre en lien avec des consommations de psychotropes.

C'est également dans le groupe 3 que les professionnels sont les mieux informés des usages dérégulés voire illégaux des plateformes numériques des adolescents. Mais ils ont mentionné très peu d'activités éducatives orientées sur des apprentissages responsables du numérique. Cela a entraîné des questionnements portant à la fois sur les équipements informatiques dont ils disposent, sur la difficulté d'accès aux plateformes sur lesquelles circulent les adolescents (dont certaines accessibles seulement par le smartphone) dans leurs bureaux, et sur l'opportunité de consulter ces publications. Le respect de la vie privée semble une préoccupation conforme aux droits de l'enfant, mais le principe n'est pas applicable aux publications accessibles à tous, dont les débordements peuvent s'avérer risqués pour leurs auteurs voire leurs éventuelles victimes.

Dans les groupes 1 et 2, les enseignants ont semblé la plupart du temps peu informés de l'ampleur des confrontations des adolescents à des images violentes, sexuelles ou haineuses sur les RSN. La situation d'enseignement peut en effet constituer un angle mort. En général, les adolescents ne leur en parlent pas, si les cours n'abordent pas ce type de question. Les enseignants se forgent une idée du fonctionnement de ces plateformes principalement à travers leurs propres circulations, leurs fils d'actualité, quand ils ont ouvert un compte, ou les expériences de leurs enfants. Mais ils y sont protégés par des phénomènes sociaux d'entre-soi et des processus technologiques de bulles algorithmiques qui les maintiennent éloignés des pratiques des adolescents dont ils ont la charge.

Les pistes éducatives imaginées, à partir des expériences déjà conduites et des manques que les professionnels ont reconnus, sont assez proches quels que soient les contextes institutionnels. Il s'agit de développer une éducation aux plateformes numériques qui semble très absente des structures éducatives de la PJJ, et plus encore en détention. Les professionnels ont proposé de développer plus encore que dans le passé des formes d'éducation aux médias, en favorisant l'expression des

adolescents sur les images, la verbalisation de leurs émotions, la construction de points de vue argumentés sur les programmes régulièrement regardés et l'expérience de la publication (par exemple de courtes vidéos) qui permet une meilleure appropriation des logiques médiatiques et du droit afférent. Pour l'ensemble des jeunes, le développement de pratiques qui permettent l'appropriation des techniques de publication et l'intériorisation des normes juridiques est conforme aux impulsions de l'Education nationale et semble absolument nécessaire au vu des différents constats. Mais il nécessite, et les professionnels s'en rendent bien compte, un investissement supplémentaire au-delà de leurs activités régulières. Dans les structures de la PJJ les professionnels semblent parfois peu au courant de l'abondance de ressources, officielles ou associatives, disponibles sur ces sujets.

Les différentes facettes de cette enquête nous ont permis de constater que la circulation dérégulée des images VSH sur les plateformes numériques met à mal les repères des adolescents, des parents et des professionnels. Les adolescents répondent à ce bouleversement par des stratégies diverses et l'on ne peut donc observer une vulnérabilité de même ampleur pour l'ensemble des adolescents. Les capacités de symbolisation, le recours à l'écrit peuvent être des aides précieuses pour les adolescents face au bombardement émotionnel que représente la rencontre volontaire ou involontaire avec ces images. Mais elles ne sont pas suffisantes, car certains jeunes dont le profil scolaire est bon sont apparus également en difficulté. Elles ne sont pas non plus les seules ressources. La qualité de la médiation parentale, la limitation de l'accès aux écrans durant l'enfance, la transmission de valeurs de solidarité et d'entraide sont apparues comme des facteurs très favorables à la construction de démarches autonomes. Les professionnels et les parents que nous avons eu la chance de rencontrer au cours de cette enquête ont souvent éprouvé un sentiment d'impuissance voire de désarroi face à une situation sur laquelle il leur semble à la fois nécessaire, urgent et difficile d'intervenir. Les activités éducatives mises en place face aux circulations des images semblent souvent insuffisantes pour aider les adolescents à s'y retrouver dans le labyrinthe de leurs émotions. Les adolescents eux-mêmes qui nous ont accueillis avec beaucoup de sympathie semblent très désireux de parler de ces sujets et de développer des activités autour des problèmes que leur posent ces images. Il s'agit donc d'un chantier à poursuivre, à côté des nombreux autres chantiers que pose l'intégration du numérique dans l'ensemble de nos vies sociales et intimes.